



Extrait du Acrimed | Action Critique Médias

<http://www.acrimed.org/Laure-Adler-gardienne-de-l-orientation-de-France-Culture>

« L'Europe, L'Europe... »

Laure Adler, gardienne de l'orientation de France Culture

- L'information - Politique - Référendum de 2005 - Vous avez dit "équité" ? -



Date de mise en ligne : lundi 4 avril 2005

Description :

... Adhérente du Comité de soutien pour le « oui ». Mais à quel titre ?

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

La Commission européenne est « gardienne des traités » et Laure Adler est « gardienne de l'orientation de France Culture ». Décidément, les manières européennes déteignent sur les pratiques nationales avant même l'application éventuelle du Traité constitutionnel européen.

Et Laure Adler remplit avec constance son rôle de gardienne de l'orientation.

Sur le site du Parti socialiste, un fichier au format .pdf [1] présente, au titre de la « Campagne pour le référendum » (comprendre pour le « oui » au référendum), le Comité de soutien présidé par Jacques Delors.

L'ordre alphabétique étant impitoyable, on découvre très vite que Adler Laure, comme c'est parfaitement son droit, fait partie dudit comité. Mais à quel titre ? Comme « *Directrice de France Culture* » !

Pourtant Laure Adler, annonçant qu'elle allait quitter cette fonction à l'automne, déclarait au *Monde*, le 24 mars 2005, que « journaliste » était son « *métier de base* », elle se présente couramment comme « journaliste et historienne ».

Ainsi, toujours zélée, la grande Laure Adler, « Directrice de France Culture » encore pour quelques mois, aura profité jusqu'à la veille de son départ de ce titre pour servir ses causes, ses amis, et sans doute ses arrières. Avec un culot garanti par un sentiment de totale impunité, elle n'aura pas hésité à « prendre en otage » (puisque l'expression plait tant à la presse !) la fonction de directrice d'une chaîne de service public pour apporter sa contribution à la campagne électorale en faveur de la ratification du Traité constitutionnel européen.

Quant au médiateur (garant de la « déontologie »...), au CSA (garant de « l'équité... ») et à Jean-Paul Cluzel, président de Radio France (garant de son « indépendance... »), ils protègent de leurs silences le bon petit soldat Laure Adler qui déclarait, dans l'article déjà cité du *Monde* que pour la remplacer, « *Il faut un serviteur de l'Etat, amoureux du service public et même[sic] de France-Culture.* »

Ajoutons qu'il faut aussi être prêt à servir tous les gouvernements, de gauche comme de droite, non seulement passés, mais à venir.

C'est donc officiel : Laure Adler soutient le « oui », en qualité de « Directrice de France Culture ». Mais, ce faisant, elle se borne à officialiser la position de la quasi-totalité des chroniqueurs de la chaîne. Il suffit pour cela d'avoir encore le courage d'écouter le 7/9 avec la chronique d'actualité culturelle européenne, les chroniqueurs Alain-Gérard Slama, Alexandre Adler, Olivier Duhamel, Anne Coudin, mais aussi Geneviève Fraisse, Jean-Marie Colombani, Jean-Noël Jeanneney, Jacques Le Goff, Ali Baddou, Jean-Claude Casanova, Jean Lebrun. Certains d'entre eux, mais sans se prévaloir de France Culture, figurent sur le comité de soutien du Parti socialiste. Quant à ceux que nous avons oubliés qu'ils nous pardonnent : ils sont si nombreux !

Il est vrai qu'il était toujours possible de faire pire : en septembre dernier, lors de la présentation de la grille 2004/2005, Laure Adler avait annoncé un nouveau chroniqueur : Valéry Giscard d'Estaing lui-même.

Dans de telles conditions, il ne suffit pas de nous opposer que des partisans du « non » sont invités sur France Culture, alors qu'ils sont généralement entourés ou interrogés par des partisans du « oui » qui ne parviennent même pas à dissimuler leur engagement, du moins quand ils essaient de le faire...

Vincent Mutin

[1] Désormais inaccessible - août 2010.